

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1873 (2001 — 1144) [2001/29255]

24 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 26 avril 2001, page 13652, à l'article 8, § 1^{er}, entre les termes « 4° et 6° », il y a lieu d'insérer le terme « 5° ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1873 (2001 — 1144) [2001/29255]

24 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 2001, in de Franse tekst op bladzijde 13652, bij artikel 8, § 1, tussen de woorden « 4° en 6° » dient het woord « 5° » ingevoegd te worden.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1874 [C — 2001/27409]

28 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2001 portant nomination des membres de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile figurant en annexe.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 14 mai 2001.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Annexe

Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 1^{er}. - Les réunions.

La Commission se réunit sur convocation du Président chaque fois :

— que la nécessité d'examiner certaines questions se présente;

— que le demande au moins la moitié de ses membres;

— que le demande le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Santé dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

La Commission se réunit au moins deux fois par an.

Les membres de la Commission, ainsi que les personnes présentes, signent une liste de présence.

Les réunions ne peuvent être tenues qu'en présence du président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président.

Article 2. - Convocations et ordre du jour.

Les convocations aux séances mentionnent l'ordre du jour et sont adressées par le secrétaire de la Commission au président, au vice-président et à chaque membre de la Commission au plus tard dix jours avant la date de la réunion.

Elles sont accompagnées du projet de procès-verbal de la réunion précédente qui sera soumis à l'approbation des membres au début de la séance.

Tout membre peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour, par courrier ou en début de séance. Si ce point implique le vote, il sera réinscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Article 3. - Procès-verbaux.

Il est tenu par le secrétaire de la Commission un procès-verbal de la séance.

Le procès-verbal mentionne :

- le nom des membres présents, absents ou excusés ainsi que les procurations;
- l'ordre du jour;
- l'approbation du procès-verbal de la séance précédente et les remarques éventuellement formulées;
- le compte rendu des débats ou remarques et les votes ayant eu lieu;
- l'agenda des réunions ou groupes de travail prévus.

Le procès-verbal est soumis à l'approbation des membres au début de la séance suivante.

Les procès-verbaux sont conservés au secrétariat de la Commission.

Article 4. - Absences et procurations.

Le membre empêché d'assister à la réunion de la Commission en informe le secrétariat et lui transmet, par écrit, ses remarques éventuelles concernant l'ordre du jour. Celles-ci seront transmises en séance.

Un membre excusé peut exercer son droit de vote en donnant procuration à un autre membre selon le modèle établi par la Commission. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Le membre qui s'absente à trois réunions consécutives, sans justification, est considéré comme démissionnaire. Le président en avertit le Ministre.

Article 5. - Décisions.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juin 1989 portant exécution du Décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile, la Commission délibère valablement si la majorité des membres sont présents ou représentés. Les votes se font à mainlevée et les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Si le quorum de présences n'est pas atteint, le Président convoque les membres pour une nouvelle réunion dans les quinze jours avec le même ordre du jour. Lors de cette seconde réunion, la Commission délibère valablement et décide à la majorité quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En cas de parité des voix, celle du Président, ou en son absence du vice-président, est prépondérante.

A la demande d'au moins trois des membres, il peut être procédé à un vote secret.

Un membre directement intéressé à une décision ne peut participer d'initiative à la discussion ni prendre part au vote concernant la décision à prendre ou l'avis à donner. Au cas où l'intérêt direct est contesté, la Commission en délibère.

Article 6. - Agrément des centres de coordination de soins et services à domicile.

La Commission est chargée de vérifier la conformité des centres aux normes.

Lorsqu'un dossier de demande d'agrément d'un centre est soumis par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé à la Commission, celle-ci dispose d'un délai de trois mois à dater de la réception du dossier pour rendre un avis motivé, sans quoi celui-ci est réputé favorable.

Lorsque la Commission émet un avis proposant le refus ou retrait d'agrément, elle en informe, de façon motivée, le centre par envoi recommandé à la poste. Le centre dispose alors d'un délai de quinze jours pour déposer un mémoire justificatif auprès du Ministre.

La Commission peut d'initiative émettre des avis motivés relatifs aux agréments des centres.

Article 7. - Groupe de travail.

La Commission peut, lors de ses réunions, décider de créer des groupes de travail pour des questions spécifiques.

Elle peut décider d'inviter toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations à participer à un groupe de travail ou si elle l'estime nécessaire à une réunion.

Il n'y a pas d'expert permanent. Si la présence d'un expert est nécessaire à plusieurs groupes de travail ou réunions de la Commission, il devra chaque fois lui être communiqué une invitation par le secrétaire.

Tout membre de la Commission, en accord avec celle-ci, peut faire partie de ces groupes de travail.

Les membres de la Commission peuvent prendre connaissance des documents des groupes de travail au secrétariat.

Le président et/ou le vice-président peuvent assister de plein droit à tous groupes de travail et les présider.

Article 8. - Devoir de réserve.

Les membres sont tenus à un devoir de réserve dans l'exercice de leur mission. La plus stricte confidentialité sera observée en ce qui concerne les débats et votes de la Commission.

Article 9. - Divers.

Toute question d'ordre intérieur non prévue au présent règlement sera tranchée au cas par cas et pour ledit cas, à la majorité des voix.

PROCURATION

Je soussigné

.....
 donne par la présente, procuration à

.....
 pour me représenter et exercer mon droit de vote, à la réunion de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile en date du

Date et signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile.

Namur, le 28 juin 2001.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
 Th. DETIENNE

VERTALING
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1874

[C — 2001/27409]

28 JUNI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2001 tot benoeming van de leden van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgaande huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten wordt goedgekeurd door de Waalse Regering.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 mei 2001.

Art. 3. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2001.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
 Th. DETIENNE

—
 Bijlage

Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisdiensten en thuisverzorging

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Artikel 1 – Vergaderingen.

De Commissie vergadert na bijeenroeping door de Voorzitter :

— om bepaalde problemen te onderzoeken;

— op verzoek van minstens de helft van haar leden;

— op verzoek van de Minister van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het gezondheidsbeleid behoort, hierna de Minister genoemd.

De Commissie vergadert minstens twee keer per jaar.

Zowel de leden van de Commissie als de aanwezige personen tekenen een presentielijst.

De vergaderingen worden gehouden in aanwezigheid van de voorzitter, of wanneer hij verhinderd is, van de ondervoorzitter.

Artikel 2 – Oproepingen en agenda.

De oproepingen voor de vergaderingen vermelden de agenda en worden uiterlijk 10 dagen vóór de datum van de vergadering door de secretaris van de Commissie gericht aan de voorzitter, de ondervoorzitter en elk lid van de Commissie.

Ze gaan vergezeld van het notulen-ontwerp van de vorige vergadering, dat aan het begin van de vergadering aan de goedkeuring van de leden wordt onderworpen.

Elk lid mag per post of aan het begin van de vergadering vragen dat een bepaald punt in de agenda wordt opgenomen. Als over dat punt moet worden gestemd, wordt het opgenomen in de agenda van de volgende vergadering.

Artikel 3 – Notulen.

De notulen van de vergadering worden opgemaakt door de secretaris van de Commissie.

De notulen vermelden :

- de naam van de aanwezige, afwezige of verschoonde leden, alsmede de volmachten;
- de agenda;
- de goedkeuring van de notulen van de vorige vergadering, alsmede eventuele opmerkingen;
- het verslag van de debatten of opmerkingen en de stemmingen;
- de agenda van de geplande vergaderingen of werkgroepen.

De notulen worden aan het begin van de volgende vergadering aan de goedkeuring van de leden onderworpen.

De notulen worden bewaard op het secretariaat van de Commissie.

Artikel 4 – Afwezigheden en volmachten.

Het lid dat de vergadering van de Commissie niet kan bijwonen, verwittigt het secretariaat en bezorgt hem zijn eventuele opmerkingen i.v.m. de agenda. Die opmerkingen worden tijdens de vergadering meegedeeld.

Een verschoond lid mag zijn stemrecht uitoefenen door volmacht te geven aan een ander lid d.m.v. het door de Commissie opgemaakte formulier. Een lid mag slechts houder zijn van één volmacht.

Het lid dat drie opeenvolgende vergaderingen zonder rechtvaardiging mist, wordt geacht ontslagnemend te zijn. De voorzitter stelt de Minister in kennis daarvan.

Artikel 5 – Beslissingen.

Overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten beraadslaagt de Commissie op geldige wijze als de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. De leden van de Commissie stemmen bij handopsteken en de beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, roept de Voorzitter de leden binnen vijftien dagen op voor een nieuwe vergadering met dezelfde agenda. Tijdens de tweede vergadering beraadslaagt de Commissie op geldige wijze en beslist ze bij meerderheid van stemmen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter, of van de ondervoorzitter als hij afwezig is, doorslaggevend.

Op verzoek van minstens drie leden kan worden overgegaan tot een geheime stemming.

Een lid dat een rechtstreeks belang heeft bij een beslissing, mag niet deelnemen aan de discussie, noch aan de stemming betreffende de te nemen beslissing of het uit te brengen advies. Als het rechtstreekse belang betwist wordt, beraadslaagt de Commissie daarover.

Artikel 6 – Erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten.

De Commissie moet nagaan of de centra aan de normen voldoen.

Wanneer een dossier over een aanvraag om erkenning door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid aan de Commissie wordt onderworpen, beschikt deze laatste over drie maanden na ontvangst van het dossier om een met redenen omkleed advies uit te brengen. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Wanneer de Commissie een advies uitbrengt waarbij de erkenning wordt geweigerd of ingetrokken, verwittigt ze het centrum bij ter post aangetekende brief waarin ze de redenen van de weigering of intrekking opgeeft. Het centrum beschikt dan over vijftien dagen om een verweerschrift in te dienen bij de Minister.

De Commissie kan op eigen initiatief met redenen omklede adviezen uitbrengen over de erkenningen van de centra.

Artikel 7 – Werkgroep.

De Commissie kan tijdens haar vergaderingen beslissen werkgroepen voor specifieke problemen op te richten.

Ze kan beslissen elke persoon uit te nodigen om haar te helpen bij haar beraadslagingen over een deelname aan een werkgroep of, als ze het nodig acht, aan een vergadering.

Er wordt niet voorzien in een vaste deskundige. De secretaris stuurt een uitnodiging naar elke deskundige wiens aanwezigheid gevraagd wordt voor een werkgroep of op een vergadering van de Commissie.

Elk lid van de Commissie mag met haar toestemming deelnemen aan de werkgroepen.

De leden van de Commissie kunnen op het secretariaat inzage nemen van de documenten van de werkgroepen.

De voorzitter en/of de ondervoorzitter mogen van rechtswege alle werkgroepen bijwonen en voorzitten.

Artikel 8 – Geheimhoudingsplicht.

De leden zijn verplicht tot geheimhouding bij de uitoefening van hun opdracht. De debatten en stemmingen van de Commissie eisen de grootste vertrouwelijkheid.

Artikel 9 – Varia

Over elk probleem van inwendige orde waarin dit huishoudelijk reglement niet voorziet, wordt bij meerderheid van stemmen beslist.

VOLMACHT

Ondergetekende

.....
geef hierbij volmacht aan

.....
om me te vertegenwoordigen en om mijn stemrecht uit te oefenen tijdens de vergadering van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten d.d.

Datum en handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2001 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten.

Namen, 28 juni 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE